

LA PROTECTION SOCIALE EN FRANCE ET EN EUROPE

LES CHIFFRES CLÉS

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie chaque année les résultats des comptes de la protection sociale. Ces derniers fournissent une estimation des dépenses et des ressources de protection sociale ainsi que leur évolution, sur un champ couvrant l'ensemble des risques auxquels les ménages sont exposés : santé (maladie, invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles), vieillesse-survie (retraites, minimum vieillesse, dépendance, etc.), famille, emploi, logement, pauvreté et exclusion sociale.

LES PRESTATIONS SOCIALES



Sources > Résultats des comptes de la protection sociale 2016, DREES ; Eurostat Sespros ; Baromètre d'opinion 2017 de la DREES.

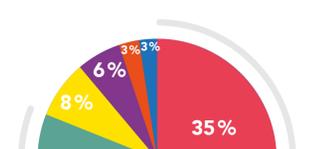
RÉPARTITION DU FINANCEMENT DES PRESTATIONS SOCIALES EN FRANCE



Source > Résultats des comptes de la protection sociale 2016, DREES.

RÉPARTITION DES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE PAR RISQUE EN FRANCE

PART DES PRESTATIONS SOCIALES VERSÉES PAR RISQUE



Les dépenses liées à la vieillesse-survie et à la santé représentent à elles seules **81 %** des prestations sociales en 2016.

Note > En raison des arrondis, le total est supérieur à 100 %.
Source > Résultats des comptes de la protection sociale 2016, DREES.

L'INSERTION PROFESSIONNELLE



Les dépenses d'insertion et de réinsertion professionnelles ont fortement progressé en 2016 sous l'effet du plan « 500 000 formations supplémentaires ».

LA PRIME D'ACTIVITÉ



ont été servis au titre de la prime d'activité. Celle-ci se substitue progressivement, en 2016, au volet « activité » du RSA ainsi qu'à la prime pour l'emploi.

LES DÉPENSES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE EN FRANCE

En 2015, près de **8,9 millions** de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France métropolitaine, soit environ **14 %** de la population.

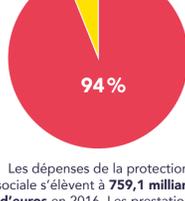
L'effort social de la nation au service de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est évalué entre **1,8 % et 2,6 % du PIB en 2016** selon le périmètre considéré (soit entre 40,5 et 57,0 milliards d'euros).

Sources > Résultats des comptes de la protection sociale 2016, DREES ; France, portrait social 2017, Insee.

DÉPENSES, RESSOURCES ET SOLDE DE LA PROTECTION SOCIALE EN FRANCE

LES DÉPENSES DE LA PROTECTION SOCIALE

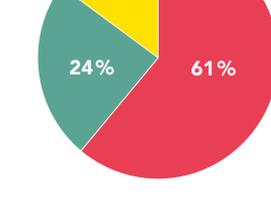
- Prestations sociales
- Frais de gestion, frais financiers, etc.



Les dépenses de la protection sociale s'élevaient à **759,1 milliards d'euros** en 2016. Les prestations sociales représentent **94 %** de ces dépenses, les **6 %** restants sont composés de frais de gestion, de frais financiers, etc.

LES RESSOURCES DE LA PROTECTION SOCIALE

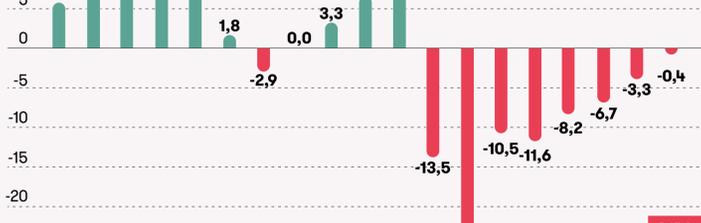
- Cotisations sociales
- Impôts et taxes affectés (dont CSG)
- Autres ressources (contributions publiques, etc.)



Les ressources de la protection sociale s'établissent à **758,7 milliards d'euros** en 2016 dont **61 %** sont financés par les cotisations sociales, **24 %** par les impôts et taxes qui leur sont spécifiquement affectés (Itaf) et **15 %** par d'autres ressources (contributions publiques, produits financiers, etc.).

Source > Résultats des comptes de la protection sociale 2016, DREES.

LE SOLDE DE LA PROTECTION SOCIALE DEPUIS 20 ANS



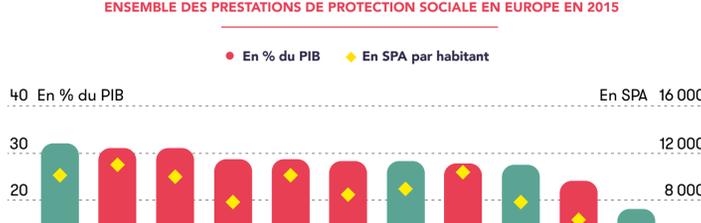
Le déficit de la protection sociale s'établit à 0,4 milliard d'euros en 2016. Il se réduit continuellement depuis 2013.

Source > Résultats des comptes de la protection sociale 2016, DREES.

LA PROTECTION SOCIALE EN EUROPE

ENSEMBLE DES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE EN EUROPE EN 2015

- En % du PIB
- En SPA par habitant



Note > NM-13 : Les 13 États membres ayant rejoint l'Union européenne depuis 2004.
Lecture > En 2015, les prestations de protection sociale atteignent 27,5 % du PIB dans l'UE-28, ce qui correspond à un montant de 7 800 en standard de pouvoir d'achat (SPA) par habitant. Les SPA sont une monnaie fictive de référence commune qui élimine les différences de niveaux de prix et permet des comparaisons en volume entre les pays.

Source > Eurostat-Sespros.

LES PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE PAR RISQUE EN % DU PIB EN 2008 ET EN 2015

- Santé
- Vieillesse-survie
- Famille
- Emploi
- Logement
- Pauvreté-exclusion sociale



Entre 2008 et 2015, les dépenses sociales ont augmenté de 3,3 points de PIB en France à la suite de la crise et de 2,7 points en moyenne dans l'UE-28. En 2015, la France enregistre davantage de dépenses de prestations sociales au titre des risques vieillesse-survie, santé et emploi qu'en moyenne dans l'UE-28.

Source > Eurostat-Sespros.

LES ENJEUX DE LONG TERME

• VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION



La part de la population âgée de 80 ans ou plus dans l'UE-28 devrait atteindre 12 % en 2060, contre 5,4 % en 2016.

• DÉPENSES DE SOINS DE LONGUE DURÉE



Les dépenses de soins de longue durée liées aux maladies chroniques et incapacités devraient doubler à l'horizon 2060 (d'après les projections de la Commission européenne).

LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE EN EUROPE

ÉVOLUTION DU TAUX DE RISQUE DE PAUVRETÉ OU D'EXCLUSION SOCIALE

En 2008, 116 millions de personnes sont exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en Europe.



Objectif fixé par l'Union européenne : -20 millions de personnes confrontées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans les pays de l'UE-27* entre 2008 et 2018 (stratégie UE-2020).

Entre 2008 et 2016 : +0,8 million de personnes sont menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans les pays de l'UE-27*.

* L'objectif a été fixé en 2010 par l'UE alors qu'il n'y avait que 27 pays. La Croatie, qui a adhéré à l'UE en 2013, n'est dès lors pas comptabilisée.

ÉVOLUTION DU TAUX DE RISQUE DE PAUVRETÉ OU D'EXCLUSION SOCIALE DANS L'UNION EUROPÉENNE (2008-2016)



de personnes sont confrontées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE-15 dont près de 90 % dans trois pays : l'Italie, la Grèce et l'Espagne.



de personnes sont confrontées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans les États membres ayant intégré l'UE entre 2004 et 2007.

